Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

94-95 | 2003

Les ONG

Réponse à Jean Copans

« L'anthropologie politique en France après 1980, une démission programmée ? »

Marc Abélès

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1913>

DOI : 10.4000/jda.1913

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Marc Abélès, « Réponse à Jean Copans », *Journal des anthropologues* [En ligne], 94-95 | 2003, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1913>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Journal des anthropologues

Réponse à Jean Copans

« L'anthropologie politique en France après 1980, une démission programmée ? »¹

Marc Abélès

NOTE DE L'AUTEUR

En réponse à Copans J., « L'anthropologie politique en France après 1980, une démission programmée ? » *Journal des anthropologues*, 92-93 : 63-81.

- 1 Le titre à lui seul indique le diagnostic. Pour l'auteur, l'anthropologie politique, qui avait déjà trente ans de retard par rapport à celle de nos voisins britanniques, a plutôt mal tourné. D'ailleurs notre bon docteur l'avait prévu dès 1992 : « A force d'imbriquer le politique dans autre chose et finalement dans tout, on a dissous conflits, violences et volontés de pouvoir », écrivait-il dans *Politique africaine*. Et qui plus est, depuis lors, l'« anthropologie postmoderne américaine » s'en est mêlée, incarnée par Arjun Appadurai...
- 2 Certes, mon nom n'apparaît qu'à la page suivante, mais déjà j'avoue : oui, j'ai employé la notion d'imbrication et, pour ne pas arranger les choses, je suis à l'origine de la traduction d'un ouvrage d'Appadurai dont j'ai fait l'introduction. Mais le procès ne s'arrête pas là. Si Copans nous crédite, mes collègues du LAIOS et moi-même, d'avoir proposé « une autre perspective », c'est pour en dénoncer de plus belle les attendus. Entre autres griefs, je cite, « la "dé-exotisation" du politique [...] a malheureusement conduit à dépoliticiser [sic] l'anthropologie ». Décidément, nous ne sommes pas seulement des démissionnaires : appelons un chat un chat, nous voici les liquidateurs de l'anthropologie politique. Ce qui en faisait la substance – domination, conflits de classe, mobilisations, prises de pouvoir, violences – a été littéralement éradiqué. Et Copans d'en conclure que « disparaît une des voies royales de l'anthropologie politique en tant qu'anthropologie [...] ». Voici le coup de grâce : nous ne faisons plus que de la « science politique anthropologisée ou culturalisée ».

La charge est rude, on en conviendra. Il y a de quoi rendre pessimiste sur le destin de la discipline. A moins que... et là Copans nous rassure : il existe un projet alternatif, scientifique, mobilisateur. Lequel ? Une « anthropologie de la démocratie » qui, elle, n'imbrique pas, mais « articule »... beaucoup de choses. Je cite encore : « [...] l'économie morale, la responsabilité de l'État et de ses représentants, la dynamique des traditions historiques, la culture de l'acteur politique, l'intimité du chercheur citoyen [...] ». C'est beau !

- 3 Que l'on me permette cependant quelques remarques. Tout en appréciant l'entrain polémique avec lequel Copans déchaîne ses foudres, j'aurais cependant envie de le renvoyer à la lecture des travaux que moi-même et d'autres avons publiés depuis une vingtaine d'années. Qu'il m'explique en quoi je pratique une « anthropo-logique politique mondialisée et décontextualisée », alors que mes recherches se développent sur des terrains très précis : le Parlement européen, la Commission de Bruxelles, l'Assemblée nationale et, plus récemment, les milliardaires philanthropes de la Silicon Valley. Quel est l'enjeu de ces travaux ? Penser la réalité et les mutations des processus politiques dans un contexte où il ne suffit plus de vaticiner sur *le* conflit ou *la* domination pour se dire que l'on fait avancer la science sociale.
- 4 Je pourrais sortir le grand jeu, citer Marx, qui lorsqu'il s'est thématiquement intéressé au politique a focalisé son enquête sur l'exercice politique des élites dominantes. Que l'on relise – c'est toujours aussi instructif – *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Mais laissons en paix les grands ancêtres. L'anthropologie du politique n'avancerait pas d'un pouce s'il suffisait de se gargariser de mots, même les plus évocateurs. Ce que j'essaie de faire, ce que nous essayons de faire, plutôt que de planer dans les grands espaces de la mondialisation, ou de l'anti- ou de l'altermondialisation, c'est de tenter de mieux comprendre ce qui se produit dans l'espace du politique, mais aussi les déplacements qui l'affectent aujourd'hui. Que l'on m'explique que nous ne nous intéressons pas à l'État quand nous nous livrons à des recherches approfondies sur le devenir des formes de pouvoir dans les sociétés postsoviétiques², sur la construction de l'Union européenne³ (où précisément on a affaire quotidiennement aux États et à leurs représentants) ou lorsque j'étudie la production de la loi à l'Assemblée nationale. Qui oserait soutenir que l'Assemblée, ce n'est pas l'État ? Et, pour revenir à la question du conflit, que l'on m'explique en quoi elle n'est pas au cœur des travaux que Jean-François Gossiaux a consacrés aux problèmes ethniques dans les Balkans⁴ et ce qu'il en est du numéro d'*Anthropologie et sociétés*⁵ que Mariella Pandolfi et moi-même avons coédité et où la thématique de la violence est omniprésente.
- 5 Lorsque j'ai lu que Copans préconisait une anthropologie de la démocratie, là encore j'ai écarquillé les yeux. Car quelqu'un qui s'intéresse comme moi depuis une trentaine d'années à la question des assemblées et qui consacre un chapitre entier à une réflexion sur le parlementarisme à partir d'une ethnographie *in situ*, de quoi se préoccupe-t-il sinon de pratiques que subsume la notion même de démocratie. Pour autant, à la différence de Copans, je n'aurai pas l'outrecuidance de prôner une anthropologie de *la* démocratie. Tout simplement parce que la notion de démocratie, pas plus que celle de citoyenneté⁶, ne peut en aucun cas être acceptée comme telle par un anthropologue. Elles méritent à l'inverse d'être passées au crible d'une analyse des pratiques. C'est ce que nous avons essayé de faire avec Marcel Détienné en centrant l'enquête sur le « s'assembler » et les conditions de production d'un débat sur les affaires collectives.
- 6 Ce travail minutieux sur les pratiques et sur la constitution d'un espace public me semble caractériser, mieux que toute déclaration flamboyante, l'apport de

l'anthropologie et ce en quoi elle trouve sa place à côté d'autres approches comme les sciences politiques et la philosophie politique. De la même manière, que l'on cesse de caricaturer l'intérêt porté à la longue durée de certaines représentations symboliques ou aux élaborations rituelles qui sont partie intégrante de l'exercice politique. L'exemple de l'étude menée par Lynda Dematteo sur la Ligue du Nord⁷ est, à cet égard, très révélateur : à partir d'une ethnographie des usages de la dérision et de l'autodérision, dans la tradition carnavalesque, elle se confronte à une question cruciale, face à laquelle on ne se bouscule pas pour répondre dans le cas français du lepénisme : celle des moyens par lesquels un mouvement populiste suscite et renforce l'adhésion des individus dans de larges couches de la société.

- 7 Comme on le voit, il y a encore fort à faire, et j'ai conscience de la difficulté de la tâche. « Anthropologues encore un effort ! », aurais-je envie de conclure en conviant nos lecteurs à lire, oui, à lire tout simplement ce que les autres mettent bien du temps et de l'énergie à produire.

BIBLIOGRAPHIE

- ABÉLÈS M. & PANDOLFI M., 2002. *Anthropologie et sociétés*, 26(1). (Politique, jeux d'espace).
- DEMATTEO L., 2002. *De la bouffonnerie en politique. Ethnographie du mouvement Lega Nord en Bergamasca*. Thèse soutenue à l'EHESS, sous la dir. de M. Abélès.
- GOSSIAUX J.-F., 2002. *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*. Paris, PUF.
- NEVEU C., 1997. « Anthropologie de la citoyenneté » in ABÉLÈS M. & JEUDY H.-P. (dir.), *Anthropologie du politique*. Paris, Armand Colin.
- PÉTRIC B., 2002. *Pouvoir don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*. Paris, PUF.

NOTES

1. Copans J., *Journal des anthropologues*, 92-93 : 63-81.
2. Par exemple, le livre de B. Pétric sur les nouvelles figures du pouvoir en Ouzbékistan (2002).
3. Cf. les publications d'I. Bellier et M. Abélès.
4. Cf. l'ouvrage de référence que constitue à cet égard *Pouvoirs ethniques dans les Balkans* (2002).
5. Cf. Pandolfi M. (2002).
6. Sur les questions que pose la notion de citoyenneté à l'anthropologue, cf. Neveu C. (1997).
7. Cf. Lynda Dematteo (2002).

AUTEUR

MARC ABÉLÈS

LAIOS-CNRS